

ETUDE : AUX ORIGINES DE PATRIMOINE INDUSTRIEL WALLONIE BRUXELLES

Jusque dans les années 1960, l'opinion la plus éclairée, dans sa grande majorité, n'avait guère conscience, en Belgique, de la valeur historique des vestiges matériels du passé industriel. Certes, il y avait d'heureuses exceptions, comme les sauveteurs du site du Grand Hornu, les promoteurs du futur Musée du fer et du charbon de Liège ou des amateurs et chercheurs isolés tels René Evrard à Liège ou Georges van den Abeelen à Bruxelles. Grâce leur soient rendues, car ils eurent la prémonition que, sous les coups de boutoir des avancées technologiques et des bouleversements économiques, les entreprises nées de la Révolution industrielle allaient subir de profondes mutations, voire disparaître. Or, le contexte était favorable à des démarches de sauvegarde plus systématiques, car des pays étrangers montraient déjà la voie, comme le

Royaume Uni (à tout seigneur tout honneur !) avec le complexe de l'Iron Bridge, ou la Suède et l'Allemagne.

En 1973, Georges van den Abeelen créait le « Centre d'archéologie industrielle » qui, en mettant sur pied à Bruxelles, deux ans plus tard, l'exposition « L'homme et la machine », fut le véritable déclencheur de l'intérêt pour le sujet en Belgique, appuyé par des historiens et archéologues venus d'autres horizons mais orientés vers ce champ nouveau d'investigation, tels Marinette Bruwier, Jacques Stiennon, Luc François Génicot, et d'autres encore qui, bien avant, avaient abordé le sujet presque sans le savoir – mais fort bien – un peu comme Monsieur Jourdain faisant la prose. En 1978 naissait en Flandre la « Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie » (la V.V.I.A.) animée par quelques

personnalités jeunes et dynamiques, totalement dédiées à ce domaine peu couru. Le résultat de cette initiative ne se fit guère attendre, car bientôt l'association néerlandophone occupa, au plan national, une place prépondérante et même, au niveau international, finit par faire figure de représentant de la Belgique toute entière alors qu'en principe, elle avait été fondée pour illustrer l'apport de la Flandre en matière d'archéologie industrielle. Curieux paradoxe alors que, précisément, cette région était venue assez tardivement à l'industrialisation, contrairement à la Wallonie, seconde après l'Angleterre dans cette voie. Entre-temps, une association mondiale d'archéologie industrielle, le TICCIH, avait été fondée en Suède, en 1978. Elle représente depuis lors l'instance supérieure dans ce secteur et tient régulièrement des congrès internationaux, dont



Les 4 présidents successifs de PIWB (de droite à gauche) : C. GAIER, J. DEFER, B. VAN MOL et J.L. DELAET.

celui, en Belgique, en 1990, co-organisé par PIWB.

Les années septante furent résolument marquées par un foisonnement extraordinaire d'études, de projets et de reportages consacrés au patrimoine industriel ancien. Le sauvetage et la réhabilitation figuraient désormais à l'ordre du jour, en négligeant parfois la nécessité des choix, du financement et de la viabilisation à terme. Quoiqu'il en soit, la Belgique francophone se devait de revendiquer sa place dans le contexte d'une fédéralisation en marche et par simple respect pour son identité historique, où l'industrie a tenu une si large place. Ainsi, sous l'impulsion et avec l'appui de l'Exécutif de la Communauté française fut fondée, le 22 février 1984, l'association sans but lucratif «Patrimoine industriel Wallonie-Bruxelles», que j'eus l'honneur de présider d'emblée et durant les dix premières années de son existence. Les trente-quatre membres fondateurs étaient animés du même désir de défendre et d'illustrer le patrimoine industriel ancien de leur communauté, dans un souci aussi bien scientifique qu'identitaire. La même année était créé un bulletin de liaison : «Patrimoine industriel». Le modeste numéro 1, de type «desk top», fut désormais suivi, dès le numéro suivant, d'une présentation imprimée en bonne et due forme. Ce périodique demeure aujourd'hui, près d'un quart de siècle plus tard, une contribution appréciée dans le domaine qui est le sien. Articles, reportages, comptes rendus, nouvelles brèves apportent aux membres et aux autres une information soutenue et, on peut l'espérer, un stimulant à leur centre d'intérêt particulier.

En 1984 encore, la section belge du TICCIH, dénommée «TICCIH Belgium» fut structurée en équilibrant, cette fois, le nouveau P.I.W.B. et son aînée, la V.V.I.A.

Les tâches de PIWB étaient multiples, tant son domaine de prédilection était alors nouveau. Il s'agissait de mettre en valeur les grands sites réhabilités et d'encourager la préservation de ceux, alors nombreux, qui pouvaient l'être. Il fallait aussi gérer une association qui couvrait une aire assez vaste, nécessitant de nombreux déplacements du conseil d'administration, tant pour diversifier les lieux de rencontre que pour se rendre compte des réalités locales. En 1987, ces déplacements furent étendus aux membres eux-mêmes, en leur offrant la possibilité de visiter les divers sites intéressants au cours d'excursions organisées en Belgique et, par la suite, dès 1991, dans les pays limitrophes. On mit également sur pied des expositions itinérantes (en 1985 et 1986), des colloques, notamment celui sur la reconversion des sites industriels en collaboration avec la Société royale belge des ingénieurs et des industriels (1987), sans parler du congrès international du TICCIH en 1990. Des contacts formels furent noués avec les services d'archéologie industrielle du Grand-Duché de Luxembourg. P.I.W.B. participa également, en 1994, aux Journées du Patrimoine en région wallonne, axées sur l'archéologie industrielle.

Enfin, des contacts fréquents furent noués avec des mandataires publics, dans un but de sensibilisation, outre ceux, constants ceux-là, avec la Communauté française de Belgique. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire confia à l'association un inventaire des sites industriels wallons,

projet qui fut mené de 1991 à 1993, même si d'autres instances s'assurèrent le privilège, par la suite, de le parachever en leur nom. Déjà, en effet, se posait la question des choix dans l'intervention des services publics en matière de réhabilitation. Entre-temps, le concept même d'archéologie industrielle était en train de s'élargir considérablement, incitant à une vigilance étendue à d'autres domaines : techniques ancestrales et proto-industries, patrimoine mobilier et pas seulement immobilier, histoire orale ...

La création et les débuts de PIWB ont constitué, pour moi, une expérience enthousiasmante, partagée avec des administrateurs – dont certains, hélas, ne sont plus – et des adhérents souvent très motivés. J'en retire, en toute modestie, le sentiment d'avoir apporté ma contribution, d'une part à la connaissance d'un phénomène historique que je considère comme un des plus importants de l'évolution de l'humanité : la Révolution industrielle, d'autre part au renforcement de l'identité francophone en Belgique (et ceci sans exclusive) et enfin à la promotion de l'image de cette communauté et de la Belgique à l'étranger. *Jucundi acti labores*, «heureux les travaux finis», disait Cicéron. Mais le sont-ils jamais ? Mon successeur, Jean Defer, et ceux après lui ont assumé et assument d'autres tâches, d'autres défis, dans un contexte mouvant. Mais ceci est une autre histoire ...

Claude GAIER

Ancien président - Fondateur